

d'être un pilier de la présidence Macron. Il va mettre beaucoup de pression sur ses partenaires pour la transformer et mettre en œuvre son discours de la Sorbonne de 2017, expose Georgina Wright, directrice du programme "Europe" de l'institut Montaigne. Il veut notamment moderniser l'espace de libre circulation Schengen, ce qu'il n'a pas encore réussi à faire, et peser dans le débat sur la réforme des règles budgétaires. Il voudra aller plus loin et plus vite. »

Emmanuel Macron, aux commandes jusque fin juin de la présidence française du Conseil de l'UE, veut profiter de la dynamique que lui offre sa réélection pour faire avancer son rêve d'« Europe puissance ». Avec Olaf Scholz à la tête de l'Allemagne et Mario Draghi en Italie, il dispose de deux alliés de poids. Il en aura besoin, tant la bataille s'annonce ardue à Bruxelles dans les semaines qui viennent.

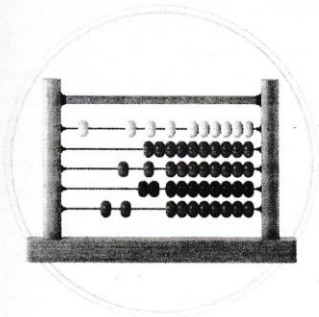
L'unité des Vingt-Sept se craquelle face à Moscou, après la réélection de Viktor Orban en Hongrie et à mesure que les sanctions économiques font grimper les prix en Europe. « La discussion sur les sanctions va devenir plus difficile, souligne Georgina Wright. La France va continuer d'être au centre des conversations sur ces sanctions européennes, comme elle l'a été depuis le début de la guerre : même si elles sont coordonnées par la Commission européenne, Paris joue un rôle essentiel en coulisses. » La diplomatie française pousse désormais pour la mise en place d'un embargo sur le pétrole russe « dès les prochaines semaines », et reçoit des signaux positifs de Berlin sur ce sujet.

En parallèle, Emmanuel Macron ne recarte pas de reprendre les discussions avec Vladimir Poutine, qu'il n'a plus eu au téléphone depuis le 29 mars. « On ne dialogue pas avec Poutine juste pour le plaisir de dialoguer, pose un conseiller du président. On le fait pour obtenir un cessez-le-feu au plus vite et créer les conditions d'une négociation valable. Dans la situation actuelle, cela paraît difficile, mais il le fera en plein accord avec le président Zelensky et à sa demande, quand cela sera nouveau opportun. » La reprise diplomatique ne sera pas de tout repos. *

CORENTIN PENNARGUEAR

Macron le comptable

Le redressement de nos comptes publics ? Une nécessité qui semble avoir été enterrée en un quinquennat. En 2017, le



candidat Macron promettait pourtant de remettre la France sur une trajectoire soutenable. « Et il semblait bien parti : les deux premières années, les dépenses ont été plutôt bien tenues », se remémore François Ecalle, ex-magistrat de la Cour des comptes et fondateur du site Fipeco. Cinq ans plus tard, une crise est passée par là et il a plus de milliards sur l'économie pour la maintenir à flot. Résultat, le déficit s'est creusé à 6,5 % du produit intérieur brut, tandis que la dette gonflait à 112,9 %. Le grand redressement ? Renvoyé aux calendes grecques. Un débat délaissé par la quasi totalité des candidats pendant la campagne présidentielle. « Le problème, c'est que le nécessaire "quoi qu'il en coûte" a donné l'impression à la société et à la classe politique qu'il n'y avait plus de limite à l'endettement », souligne François Ecalle.

Cela dit, Emmanuel Macron n'a pas totalement renoncé à l'objectif des 3 % à la fin du prochain quinquennat. Mais le chemin pour y parvenir demeure pour le moment flou... Dans son programme, il empile les nouvelles dépenses et propose peu de pistes d'économies, à l'exception de la réforme des retraites – sur laquelle il est déjà en train de reculer –, d'injonctions envers les collectivités locales – sur lesquelles il n'a pas totalement la main –, et de vagues mesures de modernisation de l'Etat – une recette maintes fois promise par les locataires de l'Elysée.

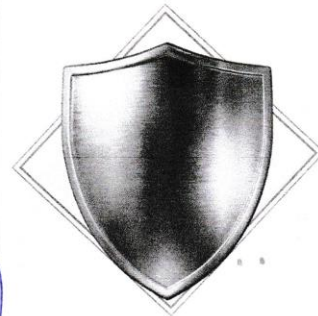
Selon les calculs de l'Institut Montaigne, think tank libéral, l'application du programme d'Emmanuel Macron devrait creuser notre déficit de 44,5 milliards d'euros par an. Le président sortant compte sur le retour d'une croissance dopée par le plan de relance et d'investissement pour équilibrer les comptes. « Mais cela ne sera certainement pas

suffisant : il faudrait vraiment que notre croissance demeure au-dessus de son potentiel de long terme pendant le quinquennat, ce qui est très loin d'être gagné », affirme François Ecalle.

Pour le moment, Emmanuel Macron va bénéficier d'un laps de temps pour souffler. Avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui est en train de faire souffler un vent violent sur l'économie européenne, la Banque centrale européenne ne va sans doute pas serrer la vis trop vite, et nos partenaires de la zone euro ne vont pas se précipiter pour exiger un retour des règles budgétaires européennes. Mais dès que l'horizon se dégagera, le président devra sortir à nouveau la calculatrice pour trouver des moyens de combler notre déficit d'ici à 2027... * PHILIPPINE ROBERT

Macron le protecteur

En 2017, Emmanuel Macron ne s'attendait sans doute pas à devoir se transformer en « président du pouvoir d'achat ». Mais après un quinquennat percuté par les gilets jaunes, la crise du Covid et le retour de l'inflation, le locataire de l'Elysée a dû multiplier les mesures en faveur du portefeuille des ménages : gonflement de la prime d'activité, « quoi qu'il en coûte », indemnité inflation, gel du prix du gaz... Résultat, le pouvoir d'achat a connu une progression de 5,4 % en moyenne sur le quinquennat, selon les chiffres de l'Observatoire français des conjonctures économiques. Bien plus que sous les mandats de ses deux prédécesseurs, François Hollande et Nicolas Sarkozy. Sauf qu'avec la guerre en Ukraine et la nouvelle flambée des prix – une augmentation de 4,5 % sur un an en mars –, le président se retrouve à nouveau confronté à la colère des ménages, qui doivent encaisser un



c
l
e
s
c
s
f
g
s
c
c
l
c
à
r
l
M
c
F
c
c
v
F
c
c
c
r
t
c
r
c
c
F
f
F
F
c
i
c
r
E
F
t
r
M
c
I
F
h
l
d
d
t
é